

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

contribution aux débats - CN des 20 & 21 mai 2026

BUDGET, PROFESSIONNELLES, PRÉSIDENTIELLE : MOBILISÉES POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX

La situation internationale reste dominée par les politiques belliqueuses et prédatrices de dirigeants peu soucieux de l'avenir de la planète et de l'humanité. Dans leur volonté d'enterrer définitivement le droit international, ils piétinent les accords de paix et poursuivent leurs guerres d'agression avec la complicité de dirigeants spectateurs. Pendant que Netanyahu poursuit son entreprise génocidaire et son expansion coloniale, Poutine continue ses offensives en Ukraine et Trump a engagé un bras de fer avec le régime des Mollahs pour le contrôle du détroit d'Ormuz au mépris de la répression sanglante subie par le peuple iranien. Les libertés démocratiques et les droits reculent sous la poussée réactionnaire qui s'amplifie.

Si de ce clair obscur semblent jaillir les monstres, des lueurs d'espoir essaient aux EU avec les mobilisations anti-ICE et le mouvement No King, en Espagne où le gouvernement régularise des sans papiers, s'oppose aux va-t-en guerre et adopte des mesures de justice sociale. Les foyers de résistance qui mobilisent la société dans les luttes féministes, écologiques et antiracistes... manifestent le décalage entre la représentation politique et l'évolution des mentalités.

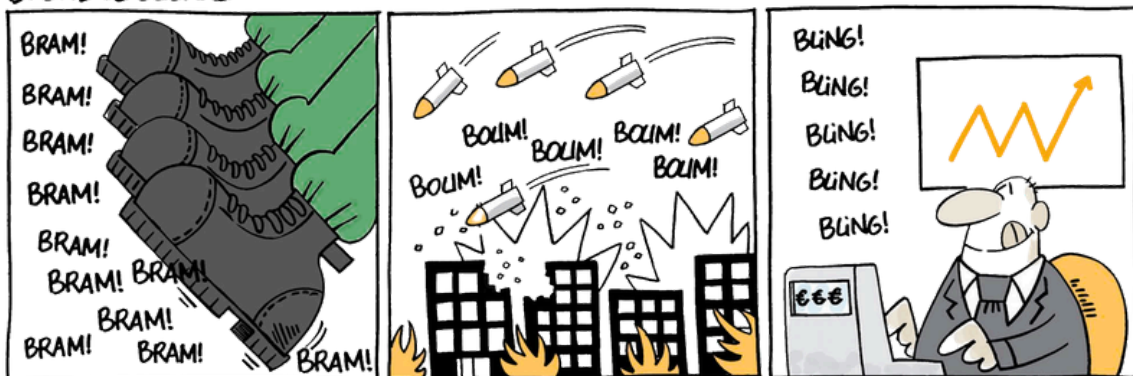
Des crises qui se cumulent mais un embrasement possible

Le cumul des crises mondiales se traduit en France par une nouvelle dégradation des revenus d'une grande partie de la population alors que le pouvoir d'achat avait déjà baissé depuis la deuxième moitié de 2025 (données INSEE).

TotalEnergies, avec son opération spéculative sur le pétrole, a généré la flambée du prix du baril, entraînant la hausse des coûts de l'énergie. L'entreprise enregistre au passage des bénéfices records et profite de la crise qui est vue comme une opportunité financière au détriment des citoyen·nes qui paient le prix fort des guerres. La politique des aides minimales et ciblées à quelques secteurs d'activité ne répond pas aux besoins des ménages les plus précaires. Croissance quasi nulle, entraînant la hausse du chômage, inflation au-dessus des 2%, faillites d'entreprises, les signaux d'alerte se multiplient pour l'économie française.



BRUITS DE GUERRE





L'ÉCOLE INCLUSIVE C'EST AUSSI NOUS !

La Conférence Nationale du Handicap doit se tenir fin juin, tout comme les premiers arbitrages budgétaires préparatoires au PLF 2027.

Cette conférence se prépare dans un contexte de fortes mobilisations locales contre des mesures saignantes de carte scolaire, à l'antipode des besoins des équipes pour bien faire école. Elle est aussi précédée de débats parlementaires où le gouvernement est isolé dans la défense des PAS, dont la mention a été retirée du projet de loi. L'occasion rêvée pour organiser un rapport de force pour peser sur les choix politiques et budgétaires de Macron-Geffray. C'est en inscrivant la lutte pour une réelle école inclusive dans notre campagne, en mettant en avant les revendications portées par notre organisation syndicale majoritaire que nous gagnerons l'appui des collègues, des parents et des élu-es. La FSU-SNUIPP doit peser pour exiger l'abandon des PAS et l'inscription dans le budget d'une augmentation des moyens dédiés à l'école inclusive. Cette campagne donnera aussi de la force aux mobilisations locales en cours en préparation de la rentrée, car elle répond aux aspirations démocratiques et budgétaires de la communauté éducative : l'école c'est résolument nous !



Pour autant, le gouvernement poursuit sa politique d'austérité qui accentue les inégalités et alimente un mécontentement déjà latent. Selon l'Observatoire des inégalités, les 5 % les plus pauvres reçoivent 3 fois moins de prestations sociales (15,2 milliards, 2,7 % du total) que les 5 % les plus riches (41 milliards, 7,2 % du total).

Les 6 milliards d'économie pour le budget 2026 annoncés par Lecornu et les choix qu'il veut opérer constituent une nouvelle attaque en règle contre les droits sociaux et les services publics. Pour les agent-es du public aucune mesure globale de revalorisation salariale n'est envisagée et la remise en cause de leurs droits à congés et autorisations d'absence continue.

À un an des élections présidentielles, la crise démocratique s'intensifie. Les élections municipales ont été marquées par un fort taux d'abstention et une nouvelle progression de l'Extrême-droite. Des maires fraîchement élus attaquent frontalement le monde du travail en retirant des locaux aux syndicats, le secteur associatif en lui retirant des subventions quand son activité dérange. Ils revisitent l'histoire en refusant de commémorer des événements majeurs et traquent les SDF en prenant des arrêtés anti-mendicité. Nationalement, le RN poursuit ses tractations avec le patronat et se place en orbite pour atteindre son objectif de conquérir l'Élysée et Matignon dans un an.

Pourtant à tout moment une étincelle pourrait embrasser la société à l'instar du mouvement des Gilets Jaunes. Attelons-nous à convaincre les personnels d'engager la bataille ensemble pour gagner un autre budget et entraîner plus largement l'opinion publique.

Le syndicalisme doit souffler sur les braises

La bataille budgétaire sera centrale dans les prochains mois. Continuer à prendre toute notre part à la construction de cette lutte, c'est faire le lien entre les choix budgétaires et leurs conséquences concrètes dans les écoles et les établissements : postes supprimés, classes surchargées, manque de remplaçant-es, inclusion sans moyens, précarisation des personnels, dégradation des conditions de travail... c'est en réalité une politique d'austérité assumée qui se poursuit.



HÉ, LES FACHOS...
ÇA NE VOUS DÉRANGE PAS,
ON CONTINUE À DÉTRUIRE
L'ÉCOLE ? C'EST POUR
LES COPAINS DU PRIVÉ.

PAS DU TOUT !
FAITES-VOUS PLAISIR !
MOINS IL Y A D'ÉDUCATION,
PLUS ON A D'ÉLECTEURS !



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE c'est aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'École, ses personnels et la société.

ecoleemancipee.org





Les cartes scolaires de cette année traduisent un choix politique clair : supprimer des moyens et réduire la dépense publique sans profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'apprentissage et de travail. Notre rôle est de matérialiser les autres choix possibles et les porter dans l'opinion publique.

Lorsque le ministère est contraint de reprendre des éléments "du terrain", comme l'a récemment montré l'annonce de l'expérimentation ministérielle sur la carte scolaire, c'est bien parce que les mobilisations combinées à une communication revendicative installent le rapport de force et une autre réalité dans le débat public.

À un an de l'élection présidentielle, à 6 mois des élections professionnelles, le rôle de notre syndicat majoritaire est donc déterminant pour peser sur les décisions politiques. Notre activité syndicale ne peut évidemment pas être réduite à une logique de chiffres. Si les outils numériques sont utiles, ils ne peuvent se substituer à l'implantation militante sur le terrain, à la présence dans les écoles et les établissements, aux discussions avec les collègues et la construction patiente des mobilisations.

C'est pourquoi il est indispensable de construire dès maintenant une rentrée combative. Notre campagne "L'école c'est nous" vivra dans le contact direct avec les collègues, dans des formes adaptées aux réalités locales mais toujours tournées vers l'action collective. Il est nécessaire de préparer, construire une mobilisation dès la rentrée pour gagner un autre budget, défendre le service public d'éducation et peser sur les débats des présidentielles. Il ne faudrait surtout pas laisser s'installer une période d'attentisme qui affaiblirait durablement notre capacité à construire le rapport de force nécessaire et nous desservirait au moment des élections professionnelles.

Peser dans le débat de la présidentielle par l'action collective, en passant par la réussite des élections professionnelles

Les élections professionnelles se gagneront avec un syndicalisme implanté dans les lieux de travail, au quotidien. Être présent sur le terrain est essentiel. C'est dans cette présence concrète et régulière que se construisent l'adhésion et le vote. Les collègues soutiennent un syndicat qu'ils et elles voient agir à leurs côtés pour défendre les salaires, améliorer les conditions de travail et l'école publique.

Cette activité militante quotidienne renvoie à ce que le syndicalisme ouvrier appelait la "besogne syndicale" : organiser, structurer, faire vivre le collectif. Concrètement, c'est en partant des préoccupations quotidiennes des collègues que nous les amènerons à l'action : salaires, postes, remplacement, inclusion sans moyen ou dégradation des conditions de travail. Cela suppose un travail de terrain patient, fondé sur les discussions directes, les tournées d'écoles, les réunions et la construction de collectifs capables d'agir ensemble en commençant par l'échelle locale.

Cela implique de ne pas attendre la rentrée pour reconstruire du lien militant. La multiplication des contacts directs avec les collègues sera essentielle pour discuter avec elles et eux des conséquences concrètes de la rentrée qui se prépare. Il faut aussi identifier les écoles et établissements en difficulté, renouer le lien avec les collègues qui se sont éloigné·es de l'activité syndicale, proposer des cadres collectifs de discussion et faire émerger des équipes militantes locales capables de relayer les mobilisations dès septembre.



Journées d'Étude de **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

4 - 7 juillet 2026

**4 jours pour se retrouver, débattre,
échanger et construire...**





Dans une période marquée par l'isolement professionnel et la démobilitation, cette démarche peut permettre de reconstruire de la confiance collective et de préparer des mobilisations ancrées dans les réalités du terrain. Les élections professionnelles ne doivent pas être pensées séparément de cette dynamique : un syndicat qui organise les collègues et construit les luttes renforce aussi sa crédibilité et son implantation durable.

Mobilisations et élections relèvent ainsi du même enjeu. Les élections se gagnent dans les luttes, parce qu'un syndicat qui organise les résistances apparaît comme l'outil collectif capable d'obtenir des avancées concrètes. La campagne des élections professionnelles est un moment de reconstruction du collectif et de renforcement du syndicalisme de terrain.

Refuser la fatalité **et construire les résistances**

Malgré un paysage syndical morcelé, il n'y a aucune fatalité à l'impuissance. La campagne intersyndicale contre le racisme a montré que, lorsque la volonté existe, l'unité peut se construire.

Il faut persévérer à travailler à cette unité et à construire une maison commune du syndicalisme de lutte et de transformation sociale. D'ici la rentrée, continuons, dans notre champ et avec nos partenaires, à occuper et agiter le terrain, notamment autour du budget, de la question salariale, des ajustements de carte scolaire et des conditions de rentrée.

Nous devons également renforcer les liens avec les mobilisations féministes, écologistes et antiracistes, car ces combats sont liés. Refuser la fatalité, c'est construire des résistances collectives et imposer des perspectives désirables : un autre budget, une autre école et une société fondée sur la solidarité plutôt que sur l'austérité.



"JE PRÉFÈRE ENCORE ÊTRE UN COCHON DÉCADENT
PLUTÔT QU'UN FASCISTE."

PORCO ROSSO (HAYAO MIYAZAKI - 1992)



LUTTER FIÈREMENT CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Au lendemain de la journée contre les LGBTQIA+phobies, les marches des fiertés défilent dans un contexte de hausse alarmante des discriminations et violences. Ce sont 37% des salarié·es LGBTQIA+ qui ont été victimes de discrimination de la part de leur direction, en hausse de 12 points depuis 2024, selon baromètre LGBTQIA+ (Autre Cercle/Ifop) corroboré par SOS Homophobie. L'année scolaire a débuté par le suicide d'une collègue victime de lesbophobie, suivi d'affichages transphobes par le Syndicat de la famille. À l'international, Donald Trump associe désormais les groupes pro-trans à des organisations terroristes, le Sénégal durcit la pénalisation de l'homosexualité, la Turquie poursuit son escalade de répression des organisations et militant·es LGBTI+. Pour compléter cette liste non exhaustive, le CIO exclut les athlètes trans des JO, niant le consensus scientifique sur la pluralité du sexe et les personnes intersexes. Cette décision met en danger les droits de toutes celles considérées comme non conformes aux stéréotypes de genre.

Ce recul des droits s'inscrit dans un continuum de violences allant des insultes, du discours haineux aux agressions physiques, voire aux crimes. L'extrême-droite progresse dans un contexte délétère imprégné de discours racistes permis et relayés par des médias acquis à l'empire Bolloré en expansion. Et le gouvernement y contribue en ne soutenant pas les nouveaux maires de communes franciliennes victimes d'une déferlante raciste, en abandonnant des pans entiers du Plan de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine (rapport CNCDH, mars 2026), en proposant la loi Yadan qui exacerbe l'antisémitisme et restreint la liberté d'expression ou encore en évoquant des nominations problématiques au poste de Défenseur·e des droits. Face à cette offensive qui vise les personnes LGBTQIA+, racisées ou les femmes, notre devoir syndical est bien de défendre le projet d'une société égalitaire, humaniste et solidaire. Démonstrons que revendiquer les droits des personnes minorisées, c'est garantir les droits de toutes.